



Conférence
internationale

7-8 mars 2008

Palais des Congrès
Liège (Wallonie)

Mettre en avant le potentiel et les besoins des femmes pour aider à construire du bien commun mondial

Conclusions générales et memorandum de la session 2008 de Millennium 2015

Françoise Massit-Folléa
Présidente du Comité scientifique de Millennium 2015;
Responsable scientifique du programme Vox Internet, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Paris;
Liège, 8 mars 2008

J'ajouterai des remerciements à tous les remerciements déjà exprimés :
à l'Institut Destrée, à toute l'équipe d'organisation et à tou(te)s les participantes et participants, venus des cinq continents – exploit de Marie-Anne et de son équipe, qui a été rendu possible par tous les soutiens qu'elle a su rassembler et qui témoignent d'une sensibilisation déjà forte aux questions en débat.

C'est un exercice de haute voltige que le mien, et je ne suis pas forcément la cavalière la plus émérite pour rapporter sur ces deux journées très riches et très prometteuses ! Mais je l'accomplis en toute modestie, par amitié, par intérêt intellectuel et par conviction solidaire.

Vous me pardonnerez de n'avoir pas assisté à la restitution des ateliers, occupée à rédiger ce memorandum, et aussi de doubler parfois avec ce qui vient d'être dit. ...

Le processus Millennium était désiré, il est désormais engagé et validé par votre présence, par vos demandes, par les appuis déjà reçus. Elaborées à partir de vos expériences, de vos analyses et propositions, ces conclusions seront toutes provisoires, mais elles prendront la forme d'une « feuille de route » pour notre collectif, dont l'ouverture peut et doit se poursuivre.

Auparavant je reviendrai sur les deux axes structurants de nos travaux : la problématique "femmes et développement, la problématique "technologies de l'information et de la communication".

1 – Le sens de nos travaux

Nous avons pour objectif de valoriser le potentiel des femmes pour un bénéfice humain global. Millennium 2015 est une initiative parallèle à d'autres initiatives portées par les nombreuses intervenantes et participantes, et en interaction avec elles pour dégager pistes de projets concrets à mettre en œuvre.

Le développement durable s'entend dans le double sens de préservation et innovation, les deux étant orientés vers la recherche du bien public mondial.

On a parlé des "valeurs féminines", je n'entre pas dans les détails mais je redis, comme dans mon propos introductif de jeudi soir, que ce ne sont pas des valeurs-refuges ou des valeurs-remèdes aux maux du monde, mais des valeurs d'avenir. Les 15 défis mondiaux du Millennium sont d'ores et déjà mis en relation avec le statut des femmes et je reprendrai, comme l'une des « pépites » de nos débats, la phrase de Pera Wells : "notre présent n'est pas que la conséquence du passé, c'est aussi la conséquence de la façon dont nous imaginons l'avenir".



Je ne reprendrai pas la longue liste des injustices dont souffrent les femmes et qui s'ajoutent à toutes les autres mais je voudrais pointer trois domaines d'exclusion :

- (a) l'un est "transgenres", les obstacles contemporains – et paradoxaux – qui pèsent sur la libre circulation des personnes : il importe de ne pas céder sur l'accomplissement ce droit humain mais en même temps de se saisir pleinement des réseaux de communication pour multiplier les échanges ;
- (b) le second est plus spécifique : l'activité économique des femmes des pays du sud est énorme mais mal prise en compte dans les statistiques et le PIB, quand elle s'exerce soit dans les activités domestiques, soit dans le secteur informel ;
en découle le besoin de nouvelles études statistiques (comme l'a mentionné Elisabeth Florescu) et d'enquêtes de terrain (en famille, au village, dans les entreprises, dans les assemblées ...)
- c) enfin, on nous a rappelé que 2/3 des analphabètes de la planète sont des femmes ; c'est dire si j'ai conscience que nous ici rassemblées faisons partie d'un petit groupe de privilégiées. Mais ce que nous affirmons avec force en cette journée internationale des femmes, c'est notre solidarité avec toutes les femmes, notre volonté de leur apporter des outils et des raisons d'espérer, et notre confiance dans leurs capacités à faire œuvre de développement et de paix pour le bien de tous.

Le développement englobe trois exigences : *to have, to be, and to be able*. Il ne sera pas donné, il est à construire. Notre ligne de conduite pourrait être d'associer (comme l'analyse Mireille Delmas-Marty dans ses travaux du Collège de France) les vouloirs, les savoirs, les pouvoirs. Et nos moyens d'action, les revendications, le pragmatisme et l'imagination. En suivant la recommandation de Nadezhda Gaponenko de se concentrer sur les opportunités plus que sur les problèmes.

Le programme proposé est ambitieux: identifier ces opportunités, devenir plus visibles, assumer un rôle de médiatrices et passer à l'action.

Les quatre tâches qui nous incombent, telles que présentées par Eleonora Masini, sont les suivantes :

identifier la nature des changements actuels et futurs

promouvoir une culture de respect de la diversité et de paix

reconnaître et faire reconnaître la capacité des femmes à devenir acteurs, et non victimes du changement social

construire des réseaux de compétence féminins.

Il importe de prendre en compte le potentiel commun dont nous avons la garde pour les générations futures (notre corps, notre santé, notre planète) et, pour reprendre l'image de l'arbre qui a été ici employée, de nettoyer les racines tout en cultivant la croissance de toutes les branches – pour permettre leur floraison.

Retour sur les TIC

Dans un document récent, l'OCDE disait en substance ceci :

"Dans de nombreux pays et contextes, même dans les pays industrialisés, les disparités de genre demeurent dans l'accès aux outils d'information et de communication et si les femmes sont très présentes dans les secteurs économiques de l'information, c'est trop souvent au bas de l'échelle professionnelle (par exemple dans les call centers, tâches de saisie informatique).

Elles sont également sous-représentées au niveau de la prise de décision concernant ces domaines.

Parmi les facteurs qui sont, source d'exclusion (le racisme, le fondamentalisme religieux, le statut social, les compétences intellectuelles et culturelles), le genre est un facteur supplémentaire qui contraint de manière négative l'impact des TIC sur la vie des femmes (commentaire personnel : la revendication de genre est ainsi un élément, et non des moindres, de la lutte pour la diversité culturelle). ...

Les barrières matérielles et financières, les préjugés de toutes sortes, peuvent être et sont d'ores et déjà combattus par l'éducation (des hommes et des femmes), la promotion des femmes dans l'université et l'entreprise, leur participation croissante à la sphère politique".

Nous sommes convaincues que cette orientation vers plus d'égalité doit intégrer de manière délibérée, volontariste, le rapport des femmes aux technologies de l'information et de la communication - pour y avoir



accès, pour apprendre à les utiliser, pour s'en saisir et les maîtriser. Et également pour permettre de regarder la technique d'un œil renouvelé.

Le SMSI a déclaré que l'internet était une « ressource publique mondiale ». Cela signifie au bénéfice de tous et toutes. Comme pour d'autres ressources vitales, l'eau ou la biodiversité, il est alors besoin de croiser préservation et innovation, protection et promotion, à travers des politiques publiques et des initiatives militantes, la formation intellectuelle et l'éducation des conduites, une gestion responsable et des décisions équitables.

Richard Delmas demandait ce matin : comment les femmes peuvent-elles influencer l'évolution des NTIC, par tradition très masculines ?

Nos travaux ont mis en évidence la diversité des moyens disponibles :

- l'approche par les organisations internationales : c'est tout l'enjeu de la place des femmes dans le Millenium Project ;
- l'approche par les institutions multilatérales, comme l'Union européenne : elle est légaliste, cad basée sur le droit. Car les objectifs d'égalité sont rappelés dans les textes ;
- l'approche par les Etats : c'est la question des politiques publiques pour les infrastructures techniques, l'éducation, la santé, la culture ;
- l'approche de la société civile : elle recouvre les mobilisations à la base et l'exigence d'éthique dans les entreprises privées.

La promotion du multipartenariat ne saurait être un élément de discours pour un relifiting politique, mais devrait devenir une base d'action pour des institutions plus justes, des entreprises moins discriminantes, une société plus solidaire.

À toutes ces échelles, les femmes doivent procéder par "diffraction" (renvoyer de la lumière) : informer, analyser, proposer, débattre, décider. N'est-ce pas le déroulement même du processus démocratique ?

En ce qui concerne plus particulièrement la formation supérieure et la recherche : si l'on regrette la sous-représentation des femmes dans les STIC, qui émanent des sciences de l'ingénieur, c'est sans doute en train de changer. Et puis il existe dans l'université française une discipline beaucoup plus féminisée : les SIC, ouverte à tous les apports des SHS. Leur démarche se fonde sur une conviction scientifique : la technique n'est pas neutre, c'est un OUTIL au service des contenus et des usages. Ce sont les conditions de son appropriation qui sont à construire.

L'internet, pour y revenir, est un système socio-technique. Il reflète et produit à la fois les rapports de force géopolitiques (comme l'a rappelé Odile Ambry) et micro-sociaux de la société dans laquelle nous vivons. Or nous avons bien l'intention d'améliorer la place des femmes ici et maintenant, tout en dessinant un futur équitable et durable, pour l'humanité tout entière.

Alors, quelles orientations de recherche initier ?

déconstruire le discours dominant autour de la société de l'information et la gouvernance de l'internet. voir tout ce qu'il y a de bien réel dans l'univers prétendument virtuel et comprendre comment l'internet gouverne pour savoir comment mieux le gouverner ;

vulgariser les apports des technologues (informatique, telecoms, cognitiens, etc) pour éclairer la maîtrise des technologies disponibles et à venir (le monde des TIC est un monde non stabilisé, donc source d'une certaine angoisse) – je prendrai ici l'exemple des puces RFID (qui font glisser insidieusement du contrôle des objets à celui des personnes), vecteur-clé de l'internet du futur (une communication machine to machine, avec des dispositifs invisibles et une connexion permanente) ;

=> analyser plus précisément les effets du numérique ou des médias sur les pratiques de sociabilité liées à la mobilité (c'est par exemple l'objet du programme TIC et migrations et des nombreux travaux qui étudient le rapport entre territoires réels et territoires virtuels) ;

=> aider à construire un cadre d'analyse et d'information pour les politiques publiques en matière de société de l'information qui tienne compte de principes de genre et de principes éthiques.



En effet, concernant la gouvernance de l'internet, qui fait l'objet du programme Vox Internet, nous sommes en présence d'un « objet de recherche » emblématique des relations entre technique, politique, culture et société... Ce n'est pas le lieu de détailler (voir le site web du programme : www.voxinternet.org). ... C'est aussi un "objet politique" ouvert puisque les travaux du SMSI ont débouché sur ... la nécessité de poursuivre le dialogue multipartenaire. Voilà une opportunité à saisir pour les axes de recherche mentionnés auparavant.

Les enjeux sont effectivement mondiaux : comment organiser le multipartenariat entre désir d'ouverture et besoin de stabilité ? comment adapter, améliorer, compléter les modes de régulation existants (réglementation autorégulation, corégulation) ? qui est en mesure de définir les principes et outils de "l'écologie institutionnelle de l'environnement numérique", selon la formule de Yochai Benkler ? comment éclairer les pratiques réelles et faire advenir les promesses de la "soft technology" évoquée par Zouhying Jin et du web participatif mentionné par Pera Wells ?

Les conclusions du rapport du premier séminaire Vox Internet (fin 2005), intitulé "Gouvernance de l'internet : l'état de fait et l'état de droit", invitaient à opérer quelques déplacements dans le vocabulaire de la gouvernance de l'internet et à employer les mots :

confiance, plutôt que sécurité,
adaptabilité, plutôt que performance,
correction des asymétries, plutôt qu'équité,
responsabilité, au lieu de transparence,
droit à la diversité, mieux qu'inclusion,
économie de l'échange, au lieu d'économie de l'information ou de la connaissance.
Cette nouvelle terminologie ouvre sur des ruptures plus conceptuelles, qui privilégient :
les identités (et non l'identité),
le maintien de l'architecture technique comme système ouvert (sans quoi l'on se condamne à sans cesse colmater les brèches d'un système capturé par les intérêts d'une minorité),
le formatage socio-politique du réseau (plus déterminant pour l'avenir qu'une mythique neutralité technique),
le droit à l'existence internationale en interaction (respectant les souverainetés),
la pluralité des capacités d'acteurs (qui fonde le pluralisme des pouvoirs).

Vous aurez été sensibles à pas mal de similitudes ... Ce travail intellectuel auquel je me consacre depuis près de 10 ans représente en effet une conviction profondément ancrée, de chercheuse et de citoyenne, dont ma présence ici porte témoignage.

Mais venons-en maintenant aux débouchés de cette première étape de Millennium 2015 :

Nous suivons Elisabeth Florescu qui a désigné le défi : il s'agit de passer de la rhétorique à l'action.

Nous pourrions nous fonder sur une liste de "mots-clefs" qui ont traversé toutes les interventions.

Nous avons identifié quatre champs normatifs pour l'action :

- la loi, les pouvoirs publics :
pour activer les droits formels des femmes là où ils sont bafoués ou lacunaires ; pour mener des politiques publiques équitables ; pour accroître leur participation aux processus de décision (et ce à tous les niveaux : il s'agit d'"habiter" le continuum local-global avec du multilatéral et de l'international non gouvernemental, du national, du local et du micro-local) ;
- le marché :
pour empêcher qu'il ne se soustraye à l'éthique, pour accroître la transparence, la responsabilité, la notion de profit pour la collectivité ;
- les comportements d'usage
pour donner un sens plus large à la notion de production de richesses, matérielles ou immatérielles ; pour intégrer l'apport des femmes et combattre les stéréotypes dans leur tête comme dans celle des hommes ;
pour inventer les voies d'un rééquilibrage entre carrière et famille ;



- les impératifs de la technique :

pour encourager les jeunes filles à intégrer les formations scientifiques et techniques, à utiliser à plein la logique des réseaux (dont la nature technique est orientée pro-échange et anti-hiérarchie), à s'investir dans la promotion d'applications créatives et d'équipements ouvertes, et aussi dans la décision publique concernant les technologies.

Nous sommes devant une triple exigence : connaître, comprendre, proposer, avec la nécessité de tenir les deux bouts de la démarche : respecter et renforcer les droits fondamentaux ; capitaliser et valoriser les initiatives des terrains et secteurs dont la diversité fait la richesse des échanges sociaux.

Pour passer de Millennium 1 à Millennium 2, il importe alors de se concentrer sur la transformation des informations collectées en connaissances partagées

Nos ambitions peuvent donc se décliner ainsi :

passer de l'information à la communication, faire savoir (en multipliant des rapports, projets, enquêtes, mais aussi en racontant des histoires de femmes connues ou anonymes ...). C'est dans ce sens qu'évoluera le portail www.Milennia2015.org

identifier et promouvoir les fonctions de médiation. Cela passe par le renforcement des associations et la mise en réseaux, au travail comme dans la sphère familiale,

développer la formation et la recherche (par, pour et sur les femmes), pour améliorer l'égalité des chances et faire émerger de nouveaux concepts. On peut par exemple collaborer largement à la création d'un "indice de développement féminin", ou encore monter des ateliers de prospective thématique et bâtir des scénarios ad hoc.

Nous exprimons ainsi une double ambition :

celle d'une démarche critique, exploratoire, au plus près du terrain qui mesure les progrès et les obstacles qui demeurent ;

celle d'une approche constructive, visionnaire, fondée sur une logique d'action plus qu'une logique d'interpellation.

Dans les étapes ultérieures de Millennium, il s'agira de continuer la collecte d'informations, la recherche, le réseautage et le « lobbying » - et pourquoi pas, dans la voie ouverte par notre amie Concepcion Olivarietta, envisager l'attribution d'un "prix Millennium" ???

Venues de l'enseignement, des médias, des activités artistiques, du monde des entreprises, du milieu associatif ou de la sphère politique et administrative, votre participation a été un merveilleux cadeau. Et un encouragement à poursuivre dans la voie tracée. Ce moment Millennium 2008 a été une avancée tactique pour un but stratégique : mettre en avant le potentiel et les besoins des femmes pour aider à construire du bien commun mondial.

Je ne doute pas que, sous la ferme houlette de l'Institut Destrée et de ses partenaires, nous saurons garder le souvenir et faire fructifier l'amitié, l'intelligence et l'enthousiasme qui ont prévalu pendant ces deux jours.

Je vous remercie.

Françoise Massit-Folléa

Présidente du comité scientifique Millennium 2015.

Liège, le 8 mars 2008.

Francoise.massit@club-internet.fr

www.voxinternet.fr

